

N° 5143⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du
12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action
national en faveur de l'emploi 1998**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(14.7.2003)

Par sa lettre du 21 mai 2003, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Les modifications que le présent projet se propose d'apporter à la loi du 12 février 1999 sont plus amplement commentées dans le commentaire des articles.

Article 1:

La loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prévoit l'augmentation de certaines aides financières accordées par l'Etat aux entreprises au cas où ces dernières embaucheraient des personnes du sexe sous-représenté. Or, étant donné que le règlement grand-ducal devant définir les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application des aides n'a pas abouti, les dispositions légales en question ne sont toujours pas d'application.

Le présent projet supprime la référence audit règlement, de même que la limitation temporelle des dispositions concernant le sexe sous-représenté.

L'objet d'un autre amendement est de mettre en concordance la loi du 12 février 1999 avec un projet de règlement grand-ducal en cours de procédure réglementaire et qui tend à uniformiser l'attribution des aides à la promotion de l'apprentissage dans un souci de soutien global à l'apprentissage en accordant de manière uniforme 27% de l'indemnité d'apprentissage à tous les employeurs, quel que soit leur secteur d'activité.

La Chambre des Métiers est en mesure d'approuver les modifications projetées.

Article 2:

L'article 2 prévoit certaines modifications de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet. Les principales modifications sont les suivantes:

- extension du bilan de compétences pour chômeurs, actuellement limité aux bénéficiaires d'un contrat d'auxiliaire temporaire, d'un contrat d'insertion respectivement d'un contrat de réinsertion professionnelle, à l'ensemble de la population inscrite à l'Administration de l'emploi (ADEM);
- un nouvel instrument est désormais pris en charge par le fonds pour l'emploi: le bilan d'insertion professionnelle;
- un autre amendement clarifie la base légale pour la prise en charge par le fonds pour l'emploi des frais liés à des actions d'insertion ou de réinsertion assignées par l'ADEM;
- le projet prévoit d'autre part de créer la base légale pour une prise en charge par le fonds pour l'emploi des frais de qualification individuelle des chômeurs;

- un autre amendement ajoute pour l'organisation des cours prévus à l'article 2, paragraphe (2), point 5. de la loi modifiée du 30 juin 1976, l'avis préalable du Ministre ayant dans ses attributions la formation professionnelle;
- le présent projet se propose également de clarifier la base légale de l'indemnité de formation accordée aux chômeurs non indemnisés qui suivent une mesure de formation;
- une autre modification tend à rendre applicables les nouvelles dispositions concernant le sexe sous-représenté au stage de réinsertion professionnelle;
- finalement, il est prévu de rendre applicables les nouvelles dispositions concernant le sexe sous-représenté au passage d'un travail à temps plein à un travail à temps partiel des salariés âgés de 49 ans accomplis.

Si la Chambre des Métiers est en mesure d'approuver les mesures évoquées ci-avant, elle regrette toutefois l'absence d'une fiche d'impact renseignant le surcoût résultant de ces initiatives. De plus, un suivi systématique et transparent devrait, de l'avis de la Chambre des Métiers, être réalisé pour évaluer les effets de l'arsenal de mesures destiné à lutter contre le chômage et à réinsérer sur le marché de travail les personnes temporairement sans emploi.

Article 3:

L'article 3 a trait à la mise en oeuvre des dispositions concernant le sexe sous-représenté.

Si la Chambre des Métiers peut accepter la philosophie de base qui sous-tend les mesures en relation avec le sexe sous-représenté, elle se pose cependant des questions quant à son implémentation pratique, notamment en ce qui concerne la disponibilité de données statistiques permettant d'apprécier si un sexe déterminé est sous-représenté dans un métier spécifique. Lorsqu'une femme ayant la qualification de comptable se fait engager par une entreprise donnée, dispose-t-on d'une statistique renseignant le nombre de personnes possédant cette qualification spécifique, ventilé en plus d'après le sexe?

Article 4:

Cet article a pour objet d'abroger l'article 14 de la loi du 24 décembre 1977 autorisant le gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi. L'article 14 en question frappait d'une interdiction générale d'accéder à un emploi salarié ou de continuer un tel emploi les personnes qui jouissent d'une pension ou d'une rente de vieillesse. Cette interdiction pouvait cependant être levée par une autorisation délivrée à cet effet par le Ministre ayant le travail dans ses attributions. Le Gouvernement juge qu'il n'est plus opportun de maintenir cette autorisation ministérielle.

La Chambre des Métiers ne peut que soutenir cette mesure, alors que le Luxembourg est au sein de l'Union européenne le pays où le taux d'emploi de la catégorie de travailleurs âgés de plus de 55 ans est le plus bas.

Article 5:

Dans un esprit d'égalité de traitement, le présent article 5 a pour objet de rendre applicables aux apprentis adultes les aides à la promotion de l'apprentissage prévues par la législation sur les mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

Le présent amendement ne soulève, de la part de la Chambre des Métiers, pas d'observations particulières.

Article 6:

Si le pool de personnes chargées d'assister les directeurs ne concerne actuellement que les établissements d'enseignement, ainsi que le CPOS, le présent projet prévoit de l'étendre également au Centre de Technologie de l'Education.

La Chambre des Métiers soutient toute mesure tendant à employer, même si ce n'est que temporairement, les demandeurs d'emploi dans des mesures spécifiques, pour autant que celles-ci ne suscitent pas de distorsions de concurrence et que ces mesures apportent aux personnes concernées une formation (supplémentaire) susceptible d'accroître leur employabilité.

Article 7:

L'article 7 a pour objet d'apporter les modifications suivantes au congé parental et au congé pour raisons familiales:

- le projet prévoit de supprimer la limite d'âge de 15 ans pour les personnes atteintes d'un handicap dans le cadre du congé pour raisons familiales;
- en même temps, il porte sa durée de 2 à 4 jours pour les enfants handicapés;
- enfin, l'article 7 tend à proroger à durée indéterminée la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

Si la Chambre des Métiers est en mesure d'approuver les deux premières modifications, elle se doit cependant de rappeler qu'un certain nombre de points rendent difficile la mise en oeuvre pratique de la loi sur le congé parental au niveau des entreprises. La Chambre des Métiers ne manquera pas de revenir sur ces points lors de son avis concernant le projet de loi modifiant de façon plus substantielle que ne le fait le présent projet les dispositions en rapport avec le congé parental (document parlementaire No 5161). En tout état de cause, la Chambre des Métiers se permet d'émettre de sérieux doutes quant aux effets du congé parental sur le marché de l'emploi, qui pourtant à l'époque étaient le principal objectif de celui-ci.

La Chambre des Métiers est, sous le bénéfice des observations formulées ci-avant, en mesure d'approuver le présent projet de loi.

Luxembourg, le 14 juillet 2003

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER

